

**PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS**  
**PGC simplifié de niveau:3**

**Sécurité, utilité = vie**

**AFFAIRE: PREFECTURE DU VAL DE MARNE  
REFECTION D'ETANCHEITE DE LA TERRASSE  
EN R+7 DE LA PREFECTURE DU VAL DE  
MARNE**

21-29 Avenue du Général de Gaulle  
94038 CRETEIL cedex



Réalisé par: <b>Cabinet ACPQ</b> 173 quai de Valmy 75010 Paris		Référence du dossier n°: <b>09-07-18-94-VDM</b>
Date	Indices	Modifications pages
26/07/18	0	Version initiale

## Sommaire :

<b>PREAMBULES</b>	<b>3</b>
<b>PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION</b>	
<b>MISSION ET AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS</b>	
<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS</b>	<b>5</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	7
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	9
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	10
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>12</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	13
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	14
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	14
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	15
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	17
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	17
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	19
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>22</b>
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	22
<b>5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT</b>	<b>23</b>
5.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	24
<b>6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>25</b>
6.1. ORGANISATION DES SECOURS	26
<b>7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>29</b>
7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	

## PREAMBULE

Qu'est-ce qu'un accident du travail ?

**L'accident du travail** se caractérise légalement par la soudaineté et sa localisation dans le temps. Selon l'article **L.411-1 du code de la sécurité sociale**, « est considéré comme accident du travail, quelle que soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion **du travail à toute personne salarié ou travaillant, à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit pour un employeur ou chef d'entreprise** ».

Insistons sur le fait que le décret du **6 mai 1995** ne régit pas seulement les entreprises du bâtiment ou génie civil **mais aussi toutes celles, qui même occasionnellement, sont appelées à exécuter des travaux du même ordre.**

Les entreprises tiendront compte lors de la remise de leurs offres de l'incidence des frais pour la mise en œuvre des moyens de sécurité et de protection de la santé.

Toute intervention d'une entreprise pour un donneur d'ordre nécessite la prise en compte

Des aspects de santé et sécurité des travailleurs par celui-ci Art L.4121-1 code du travail.

Le manquement à l'obligation de santé et sécurité au travail entraîne :

- la mise en œuvre de la responsabilité civile de l'employeur ;
- des conséquences pénales à l'encontre du dirigeant ou de son préposé, voire, selon les situations, à l'encontre du salarié responsable de l'accident du travail d'un collègue.

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs des équipements de travail appropriés ou adaptés au travail.

Il doit former et informer les travailleurs chargés de la mise en œuvre, de l'installation et de la maintenance des équipements de travail.

Les conditions et l'organisation du travail en matière de prévention et de sécurité des salariés ne doivent pas être délaissées pour des motifs économiques ou de temps.

**Les principes généraux de prévention** sont à prendre dans toute la zone exposée au risque d'accident, en vue de ne pas aggraver les risques ou ne pas en provoquer de nouveaux et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens.

Toutes opportunités devront être saisies pour réduire la vulnérabilité de la construction, des installations et des activités existantes à la date de publication du présent document.

## Principes généraux de prévention

Les entreprises participantes devront appliquer les principes généraux de prévention « **article L.4121-2 code du travail** » :

- éviter les risques.
- évaluer les risques qui peuvent être évités.
- combattre les risques à la source.
- adapter le travail à l'homme, (décrire les conditions d'environnement professionnel qui peuvent poser des problèmes pour la santé de la personne exposée.)
- tenir compte de l'évolution de la technique.
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Principes généraux de prévention

Les dispositions du code du travail relatives à la coordination en matière de sécurité et protection de la santé sont applicables à la présente opération.

## Mission et autorité du coordonnateur SPS

### Autorité du coordonnateur :

**La fonction de coordonnateur de sécurité est définie par la loi du 31 décembre 1993.**

Sa mission de prévention en matière de sécurité et de santé est étendue : au-delà d'un rôle d'observateur, il prévient et analyse les risques et propose les moyens de prévention adaptés. Il concourt à l'amélioration des conditions d'exécution des chantiers.

Le coordonnateur agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage qui lui donne autorité et les moyens d'accomplir sa mission.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et génie civil.

Le coordonnateur est un homme de dialogue, il avisera par procès-verbal à tout manquement **aux principes de précaution** sur les règles d'hygiène et de sécurité les plus importantes.

Le registre journal est ouvert et tenu au fur à mesure du déroulement de l'opération par le coordonnateur.

Seront consignés dans ce registre les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire d'adresser au maître d'ouvrage ou à tout autre intervenant sur le chantier.

En cas d'inobservation répétée des règles ou carences d'une entreprise au niveau de l'hygiène et de la sécurité, le coordonnateur SPS demandera au maître d'ouvrage de notifier à l'entreprise, par ordre de service, les manquements constatés.

En cas d'urgence afin d'éviter un risque de danger imminent, en vertu de **Art. L.4131-1**, il demandera l'arrêt temporaire de son activité pour mise en danger de la vie d'autrui ou entrave au bon fonctionnement de la mission de coordination SPS. Les travaux ne peuvent reprendre qu'après avis préalable.

Le contrôle d'accès du chantier est défini par le maître d'ouvrage, tout ouvrier ou salarié d'une entreprise doit porter le badge en cas de doute, il sera expulsé du site.

Le travail dissimulé, l'emploi d'étrangers sans titre de travail, le marchandage et le prêt illicite de main d'œuvre est de l'autorité des agents de contrôle habilités à relever les infractions, mais une incrimination du donneur d'ordre direct peut être sanctionnée si sa mauvaise foi est établie.

## **Plan de Coordination Général SPS**

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Ce document fait partie intégrante du marché et l'entrepreneur s'engage à respecter toutes les clauses qui y sont inscrites, sans pouvoir prétendre à une augmentation supplémentaire après notification.

Le PGCSPS est une pièce contractuelle, et joint aux dossiers de consultation des entreprises.

Il est mis à jour au fur et à mesure de l'avancement du chantier, et les entreprises tiendront compte du PGCSPS pour l'élaboration de leur PPSPS, y compris des modifications éventuelles.

Le coordonnateur harmonisera le PPSPS dû par les entreprises, après la visite commune du site qui peut être organisée par groupe suivant le lot technique.

Le PGCSPS tenu sur le chantier peut être consulté par le médecin du travail, les membres du CHSCT, ainsi que par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

Le maître d'ouvrage doit conserver le plan général de coordination, de sécurité et de protection de la santé pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

## 1-Renseignement d'ordre administratif relatif au chantier

### Description du programme

- La réfection totale de la terrasse accessible et la jardinière.
- Remplacement des ouvrages annexes (Naissances EP, crosses, rives, etc.).

### Type de travaux de l'opération

Se référer au CCTP des travaux.

### Caractéristique du bâtiment:

Bâtiment ERP niveau Rdj à R+7.

Environnement du chantier clos et indépendant.

Ligne électrique sous tension à proximité : consignation du circuit

Condition climatique: voir bulletin Météo

### Présentation succincte en chiffre de l'enveloppe de l'opération :

Calendrier prévisionnel de 4 semaines;

Catégorie de la mission : 3

### Risque particulier éventuel

Pour s'assurer de la présence ou non de matériau dangereux pour la santé (amiante, plomb, etc..), le maître d'ouvrage fait réaliser les diagnostics réglementaires nécessaires.



## Renseignement d'ordre administratif relatif au chantier

Intervenant	Représentant	contact
<b>Maître d'ouvrage</b>		
Préfecture du val de marne DRHAFI / BBIMG	M. ALPHONSE. M	Tél: 01 49 56 62 07 maxime.alphonse@val-marne.gouv.fr
	Mme. MOREAC. M	Tel: 01 49 56 61 20 21/29, avenue du Général de Gaulle 94038 CRETEIL cedex
<b>Maitre d'œuvre</b>		
E. LEVEN Bureau Etude Technique		320 rue Saint Honoré 75001 PARIS Tel : 01 84 17 73 00 Fax: 09 72 45 38 35
<b>Coordonnateur SPS</b>		
Cabinet ACPQ	M. ABSALON. F	franck.afar@laposte.fr Mobile : 06 66 81 62 55 (direct) 173 quai de Valmy 75010 PARIS



## Renseignement d'ordre administratif relatif au chantier

Intervenant	Représentant	contact
Organismes de prévention		
<i>DRECCTE IDF</i>	<i>M.</i>	<i>T:01 49 56 28 46</i> <i>F:01 49 56 28 24</i>
<i>Val de marne</i>		<i>Immeuble « Le Pascale »</i>
<i>Pole travail section</i>		<i>Avenue du général de Gaulle</i>
<i>Inspection travail n°1</i>		<i>94007 CRETEIL CEDEX</i>
CRAMIF		
<i>CRAMIF 94</i>	<i>M.</i>	<i>T:01 42 07 35 76</i> <i>F:01 42 07 07 57</i>
<i>Service prévention</i>		<i>12 rue Georges Enesco</i>
<i>Antenne du val de marne</i>		<i>94025 CRETEIL CEDEX</i>
OPPBTP		
Service Prévention	M.	T:01 46 09 27 00 F:01 46 09 27 40 25, avenue du général Leclerc 92660 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX <a href="http://www.oppbtp.fr">http://www.oppbtp.fr</a>
Numéro d'urgence		
POMPIER		18
SAMU		15
GAZ dépannage urgence 94		0 800 47 33 33
EDF dépannage urgence 94		09 72 67 50 94
POLICE secours		17
Appel Général urgence		112
Hôpital à proximité		
Hôpital Henri MONDOR AP-HP		51 Avenue du maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY 94010 CRETEIL 01 49 81 21 11

## **2-Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur Sécurité Protection Santé**

### **1. Mesure d'organisation générale**

L'entreprise tiendra compte des éléments caractéristiques issus de la campagne de sondage, en particulier des dispositions recommandées pour la sécurité, notamment des résultats de diagnostics effectués (sol, structure et substance nocive) sur l'ensemble des ouvrages.

L'entreprise détaillera les dispositions sécuritaires envisagées pour les travaux dans le PPSP qu'il doit être rédigé avant le début des travaux, étant précisé que l'entrepreneur doit disposer d'un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage pour rédiger le plan. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre.

Les entreprises titulaires prendront contact avec le coordonnateur après le délai imparti afin de définir d'une visite commune.

Rappel qu'aux termes de l'article L.4532-2 du Code du travail, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures et les protections collectives.

### **2. Mesure d'organisation par rapport l'environnement**

Environnement et servitude

- Avant de commencer des travaux de déposes ou de démolitions, l'entreprise doit afin de prendre si il y a lieu les mesures de sécurité appropriées, s'informer auprès du maitre d'ouvrage ou auprès de l'exploitant gestionnaire et notamment
- La démarche pour le repérage des réseaux enterrés ou aériens doit être préalablement entamée avant le lancement des travaux et ces réseaux seront identifiés sur le site par une signalisation adéquate.
- Des dispositions sécuritaires sont à prévoir tout au long du chantier vis-à-vis des tiers avoisinants (chute de panneau chantier, chute échafaudage, chute palissade, etc.).
- les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté

Mesure d'organisation par rapport à l'accès, aux abords, et voirie

Le Prestataire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

## **Installation de chantier**

L'entreprise extérieure tiendra compte de l'interférence d'activité et dans l'éventualité se signalera de manière bien visible par la délimitation d'une zone chantier avec des barrières ou un autre dispositif pour les opérations de stockage ou de levage.

L'entreprise mettra à disposition du coordonnateur les registres nécessaires sur le chantier dans le local de réunion (copie du registre du personnel intervenant sur chantier, registre médecin du travail, registre d'observation, liste non exhaustive)

Les locaux d'hygiène et de condition de vie seront mis à disposition des entreprises.

Des bungalows chantiers seront installés en nombre suffisant.

L'entreprise fera figurer :

- Le plan de principe d'accès et de circulation dans l'emprise dont un accès dédié aux personnels non véhiculés et l'autre accès pour les approvisionnements.
- Les réseaux provisoires et les points de branchements se feront à partir de l'existant.
- L'effectif prévisionnel du chantier : 10 personnes
- des casiers, des patères, des bancs, des chaises sont fournis en nombre suffisant pour l'accueil des travailleurs.

Tous les affichages obligatoires :

Panneau « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE » « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »

Affichage du PLAN DE SECOURS EN CAS D'URGENCE

Éclairage des locaux affectés au chantier et de leur dépendance.

Voir prescription cf. : installation électrique.

Le titulaire de chacun des lots prendra les mesures appropriées afin d'évacuer leur déchet

Le branchement en eau pour les besoins du chantier se fait à partir de l'existant (compteur de comptage).

Ces installations provisoires ne doivent pas créer de gêne et de risque.

Contrôle d'accès s'y conformer au formalité du site.

**Dispositions réglementaires sanitaires****Local vestiaire**

douches

1 douche pour 8 personnes mini

**Coin repas**

Local réfectoire aéré, éclairée, chauffé en saison froide

Tables et chaises en nombre suffisant

Appareil de réchauffage ou de cuisson

Garde-manger et réfrigérateur.

1 robinet d'eau potable chaude et fraîche pour 10 personnes mini

3 litres d'eau fraîche au moins par personne et par jour mini

**Installations sanitaire**

1 lavabo pour 10 personnes (minimum)

Moyen de nettoyage, séchage et essuyage

**WC, urinoirs**

1 WC au moins avec un poste d'eau (mini suivant effectif)

Papier hygiénique en quantité suffisante

Bureaux de chantier

Conformément au CCTP établi

Table et chaise en quantité suffisante.

### **3-Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent**

#### **a) les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales**

##### **Zone chantier**

Le désordre prépare l'accident, un chantier en ordre facilite la circulation et le travail.

Les accès chantier devront rester sans encombrement, dégager des stationnements de véhicule de chantier.

Un accès indépendant du personnel est à prévoir en priorité.

Les voies et accès de secours devront obligatoirement rester libres d'accès pour les interventions d'urgences.

##### **Zone avoisinante**

Toute entrave de la circulation habituelle des piétons, du personnel, des visiteurs, des véhicules devront fait l'objet d'une approbation du maître d'ouvrage.

##### **Perçage, rabotage**

Les dispositions constructives d'étaisements sont laissées à l'initiative de l'entrepreneur.

Le choix de moyen adapté afin de réduire le niveau sonore est à prévoir contre les nuisances de chantier.

Les émissions de poussière devront être traitées en amont par aspiration ou tout autre moyen satisfaisant.

Veiller à l'absence d'autres personnes à proximité de la zone de travail de l'opérateur (risque de projection de débris).

##### **Dépotes diverses**

Toutes les précautions sont à prendre avant la démolition des ouvrages en approche de réseau existant.

S'assurer qu'aucun câble électrique; conduite de gaz; d'eau ne se trouve à proximité ou dans le matériau à démolir.

##### **Garde-corps provisoire**

Des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m ou soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.

##### **Sortie de camions**

Les véhicules de chantiers signaleront leur manœuvre sur le chantier par le biais d'une signalisation appropriée et par un homme trafic.

##### **Consignation l'installation électrique**

Les travaux effectués hors tension sont les seuls présentant une sécurité totale vis-à-vis du risque électrique, à condition d'être sûr que toute tension est effectivement supprimée et qu'elle le reste. Pour cela, il faut appliquer la procédure de consignation définie dans la norme NFC 18-510.

La consignation devra se faire avec la condamnation par cadenas du disjoncteur de protection + étiquette de sécurité de l'armoire de la zone pour assurer les travaux électriques.

##### **Électrocution et électrification**

Toute installation ou appareillage doit disposer d'une isolation principale ou des masses reliées entre elles et à la terre. L'installation doit être équipée d'un disjoncteur différentiel de 30mA pour la protection des personnes.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante.

Les travaux à proximité de lignes électriques sous tension devront respecter les consignes de sécurité, des distances d'approche et des protections à mettre en place.

### Travaux sur échelle

Ne pas travailler en déséquilibre, mais toujours en position assurée.

L'échelle est un équipement d'accès en hauteur, il est interdit comme un poste de travail en hauteur.

### Utilisation des machines et équipements de travail

L'employeur doit s'assurer de la conformité des machines et équipements de travail à la réglementation, les entretenir et procéder à des contrôles périodiques.

### La manutention manuelle

Le port de charge est limité à 25kg.

Il existe des dispositifs de transport pour déplacer de façon sûre les équipements et les Outils. Utilisez-les lorsque cela est possible.

### Travaux sur échafaudage

L'accès périphérie en façade ou en toiture présente un risque de chute en hauteur, la mise en place d'un échafaudage est recommandée (R408 de la CNAMTS). Les **échafaudages** ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une **personne compétente** et par des travailleurs qui ont reçu une **formation adéquate et spécifique** aux opérations envisagées.

### Filets d'anti poussière

En complément de la protection collective, un dispositif souple capable de retenir des débris et poussières en cas de chute doit être mise en place lors des travaux.

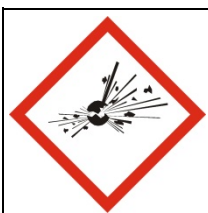
### Matériaux fragile

L'accès sur toutes surfaces en matériaux n'offrant pas une résistance suffisante par sa nature ou par sa vétusté n'est autorisée que si des équipements ou des moyens appropriés sont mis en œuvre pour palier à une chute.






### Produits dangereux



Toute manipulation de produit ou de matériau dangereux doit respecter strictement la recommandation du fabricant.

En cas de détection dans l'air d'une forte concentration de produit dangereux, les travaux seront arrêtés et les dispositions nécessaires sont prises pour y remédier.



Ces produits **peuvent exploser au contact d'une flamme**, d'une étincelle, d'électricité statique, sous l'effet de la chaleur, d'un choc, de frottements...

	<p>Ces produits <b>peuvent s'enflammer</b>, suivant le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* au contact d'une flamme, d'une étincelle, d'électricité statique... ;</li> <li>* sous l'effet de la chaleur, de frottements... ;</li> <li>* au contact de l'air ;</li> <li>* au contact de l'eau, s'ils dégagent des gaz inflammables (certains gaz s'enflamment spontanément, d'autres au contact d'une source d'énergie flamme, étincelle...).</li> </ul>
	<p>Ces produits peuvent provoquer ou aggraver un incendie, ou même provoquer une explosion s'ils sont en présence de produits inflammables. On les appelle des produits <b>comburants</b>.</p>
	<p>Ces produits sont des <b>gaz sous pression</b> contenus dans un récipient. Certains peuvent exploser sous l'effet de la chaleur : il s'agit des gaz comprimés, des gaz liquéfiés et des gaz dissous. Les gaz liquéfiés réfrigérés peuvent, quant à eux, être responsables de brûlures ou de blessures liées au froid appelées brûlures et blessures cryogéniques.</p>
	<p>Ces produits sont <b>corrosifs</b>, suivant les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* ils attaquent ou détruisent les métaux</li> <li>* ils peuvent ronger la peau et/ou les yeux en cas de contact ou de projection.</li> </ul>
	<p>Ces produits rentrent dans une ou plusieurs de ces catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* produits <b>cancérogènes</b> : ils peuvent provoquer le cancer ;</li> <li>* produits <b>mutagènes</b> : ils peuvent modifier l'ADN des cellules et peuvent alors entraîner des dommages sur la personne exposée ou sur sa descendance (enfants, petits-enfants...) ;</li> <li>* produits <b>toxiques pour la reproduction</b> : ils peuvent avoir des effets néfastes sur la fonction sexuelle, diminuer la fertilité ou provoquer la mort du fœtus ou des malformations chez l'enfant à naître ;</li> <li>* produits qui peuvent modifier le fonctionnement de certains organes comme le foie, le système nerveux... Selon les produits, ces effets toxiques apparaissent si l'on a été exposé une seule fois ou bien à plusieurs reprises ;</li> <li>* produits qui peuvent entraîner de <b>graves effets sur les poumons</b> et qui peuvent être mortels s'ils pénètrent dans les voies respiratoires (après être passés par la bouche ou le nez ou bien lorsqu'on les vomit) ;</li> <li>* produits qui peuvent provoquer des <b>allergies respiratoires</b> (asthme, par exemple).</li> </ul>
	<p>Ces produits <b>empoisonnent rapidement, même à faible dose</b>. Ils peuvent provoquer des effets très variés sur l'organisme : nausées, vomissements, maux de tête, perte de connaissance ou d'autres troubles plus importants entraînant la mort.</p>

	<p>Ces produits chimiques ont un ou plusieurs des effets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ils empoisonnent à forte dose ;</li> <li>ils sont irritants pour les yeux, la gorge, le nez ou la peau ;</li> <li>ils peuvent provoquer des allergies cutanées (eczémas) ;</li> <li>ils peuvent provoquer une somnolence ou des vertiges.</li> </ul>
	<p>Ces produits provoquent des effets néfastes sur les organismes du milieu aquatique (poissons, crustacés, algues, autres plantes aquatiques...).</p>

- Vérifier et prendre connaissance de l'étiquetage et de la fiche de données de sécurité du produit (notamment sur les précautions d'emploi et de stockage)
- Manipuler en vase clos, à défaut :
  - mettre en place des aspirations pour capter les émissions à leur source
  - mettre en place une ventilation générale des locaux sans recyclage de l'air
- Se munir des équipements de protection individuelle systématiquement lors de la manipulation du produit : vêtements de protection, lunettes de sécurité, gants imperméables
- Informer les salariés sur les risques encourus et les moyens de s'en prémunir (en cas de contact, rincer à grande eau pendant 15 minutes)
- Stocker le produit dans un local frais et ventilé sous rétention, à l'abri de la chaleur et à l'écart des produits oxydants
- Stocker dans des récipients métalliques et en verre pour de petites quantités
- Les installations électriques (éclairage, local...) doivent être adaptées aux dispositions ATEX (Atmosphère Explosive)



### **Feu accidentel**

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir le risque incendie et d'explosion, les moyens de prévention, de protection et de défense contre le sinistre doivent être adaptés aux risques présents.. Du matériel de lutte contre l'incendie doit être mis à disposition pour les travaux à point chauds.

### **Les équipements en mouvement et stabilités (calage)**

Les supports temporaires et les étalements etc. doivent être conçus et calculés, mis en place, entretenus, de manière à pouvoir être déplacés et supporter sans risque aux contraintes qui peuvent leur être imposés.

### **Plateforme pour travail en hauteur**

Une plateforme utilisable pour les travaux dès lors qu'une chute de hauteur ou en travers est prévisible sur le chantier.

### **Émission de poussière**

Les poussières de silices, les poussières de ponçage, sciage de bois doivent être captées si possible à la source ou réduire la propagation par des moyens adaptés.

### **Port EPI et consigne d'usage**

L'utilisateur d'un matériel doit être initié au maniement et aux règles de sécurité.

Le port de gants, de lunettes, de protection auditive et de chaussures de sécurité est obligatoire.

Les instructions données aux salariés en vue de prévenir un accident.

Matériaux peu résistants

Les matériaux sont considérés comme fragiles lorsque leur résistance aux chocs est inférieure à 1200 joules.

Ne pas prendre appui directement sur les matériaux fragiles, s'équiper d'EPI réglementaire contre la chute en travers.

### **b) les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que le recours aux manutentions manuelles.**

#### **Manutention manuelle et charge lourde**

Le port de charge par manutention manuelle ne devra pas excéder le poids défini par la réglementation en fonction du type d'individu.(25kg).

La manutention de charge lourde, le titulaire adaptera le conditionnement des charges suivant le profil du manutentionnaire.

#### **Appareils de levage mus à la main**

La manutention de levage munie d'un treuil, palan, poulies devra satisfaire au norme en vigueur **(marquage CE) et vérification de la charge admissible (CMU).**

Tout équipement non conforme doit être retiré du chantier.

Un dispositif de sécurité doit éviter les retours de manivelle et le décrochage.

#### **Appareils de levage mus mécaniquement**

La prévention du risque de renversement des engins chantiers (PEMP, nacelle) le titulaire prendra connaissance de l'environnement du site pour se rendre compte des difficultés d'intervention.

Pour tous les appareils de levage, les manœuvres ne doivent pas mettre en danger la sécurité des conducteurs et des autres travailleurs.

La plupart des équipements de travail entrent dans le champ d'application de la directive 98/37/CE, Loi n°1414 du 31décembre 1991.

Cette directive fixe des exigences de santé sécurité des machines professionnelles.

Le CACES est obligatoire pour tout équipement de levage mobile ou fixe sur le chantier.  
Une convention d'utilisation de l'appareil de levage est à prévoir pour éviter des manœuvres par précipitations.  
Les matériaux doivent être amarrés, au besoin enfermés dans des cages spéciales afin d'éviter les chutes sur les ouvriers.  
Les charges longues doivent être guidées.

### **Utilisation de nacelle ou plate-forme mobiles suspendues à un appareil de levage**

Conformément aux prescriptions du constructeur, ces appareils (PEMP, chariot automoteur avec nacelle) feront l'objet d'un suivi d'entretien assuré par un organisme agréé, le coordonnateur pourra demander le carnet d'entretien.

Ces appareils doivent être conçus pour le transport ou l'élévation de personne.

Les charges admissibles définies par le constructeur pour ces appareils devront être scrupuleusement respectées.

L'entrepreneur vérifiera la fiabilité de la résistance ou la stabilité de l'emplacement dédié pour ce type d'appareil (sol, support)

Les travailleurs devront être équipés d'équipement de protection individuelle et attachés à un point fixe de la nacelle ou autre, de façon à empêcher toute chute en hauteur éventuel par défaillance matériel (suivant l'avis du fabricant).

Une zone de sécurité est délimitée au sol lors de l'intervention et un fléchage éventuel pour les piétons.

Organisation de l'intervention

L'entreprise intervenante organise les interventions ou travaux de manière à assurer la sécurité et préserver la santé des travailleurs qui les effectuent.

A ce titre, il prend les mesures de prévention appropriées en vue d'éviter tout risque pouvant résulter, pour les travailleurs et les autres personnes exposées.

Un travailleur isolé doit pouvoir signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

S'équiper d'un système DATI (dispositif d'alarme de travailleur isolé par perte de verticalité ou immobilité)

### **Accessoires de levage**

L'utilisation des appareils et accessoires de levage fait l'objet de règles précises touchant à la fois au choix, aux vérifications, aux conditions d'utilisation, à la maintenance du matériel et à la formation du personnel.

Les élingues et les équipements amovibles (manilles, pinces, etc.) sont considérés par le Code du travail (art. R. 4311-4) comme des accessoires de levage.

Une démarche organisationnelle au sein de l'entreprise doit viser à sécuriser les opérations de levage.

L'employeur doit mettre en place une démarche organisationnelle qui intègre les hommes, l'organisation et le matériel, se déclinant de la manière suivante :

- Choisir des équipements adaptés et en bon état ;
- Disposer de salariés formés ;
- Appliquer les procédures d'élingage de charges établies ;
- Procéder à l'élingage en sécurité.

**c) la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.**

Présence de matière ou matériaux dangereux: voir diagnostic amiante

Les organes ascenseurs suivants sont susceptibles de contenir de l'amiante (liste non exhaustive):

Garnitures des mâchoires de frein des machines

Portes palières automatiques

Rédaction et diffusion aux organismes concernés du plan de retrait Gestion administrative des

BSD et BSDA Isolement de la zone par signalétique Obturation et calfeutrement des ouvrants par un fil polyane scotché, Mise en place d'un film de polyane 200 microns sur les murs et plafonds.

Matières et substances dangereuses

L'employeur établit pour chaque poste de travail exposant le personnel à des produits dangereux

une notice destinée à les informer des risques possibles et des mesures à prendre pour les éviter.

Les fiches de données de sécurité (FDS) doivent être conformes à la directive européenne

91/155/CE modifiée et reprise par l'arrêté du 5 janvier 1993

Toute présence de produit dangereux doit être entreposée suivant les recommandations du fabricant, et ce local sera signalé par un pictogramme adéquat.

L'entreposage au même endroit de certain produit susceptible de réagir violemment les uns au contact des autres devront être proscrits.

#### **d) les conditions de stockage, d'élimination ou évacuation des déchets et décombres**

L'obligation des titulaires

Différentes lois, notamment celles du 15 juillet 1975 et du 3 juillet 1992, regroupées et inscrites dans le code de l'environnement, fixent les objectifs à respecter pour gérer correctement les déchets : \* Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets; \* Organiser le transport des déchets; \* Valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie; \* Informer le public des effets pour l'environnement et la santé publique; \* Limiter le stockage définitif aux seuls déchets résiduels, ultimes.

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement des infractions définies par ce code, par exemple dans le cas où les déchets seraient abandonnés, déposés ou traités de façon contraire à la loi.

« Toute personne qui produit ou qui détient des déchets » des lors que ces déchets sont de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune ou à dégrader le site, à polluer l'air ou l'eau, à engendrer des bruits et odeurs et, d'une façon générale, **à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.**

Les entreprises en question sont tenues d'assurer ou de faire assurer l'élimination.

Celle-ci se traduit de différentes manières: la collecte, le transport, le stockage.

En cas de carence du responsable des déchets, le coordonnateur peut après mise en demeure, assurer d'office leur élimination aux frais du responsable.

Pour l'évacuation des déchets du poste de travail, il convient d'utiliser un récipient léger, résistant, facile à transporter par une personne seule, et adaptable à une séquence mécanisée.

Utilisation de goulotte débouchant directement dans une benne à gravats.

Le choix des engins, leur mise en œuvre de manière à constituer les voies de cheminement des matériaux.

Matériaux en vrac à conditionner en sacs, matériaux lourds à conditionner en mini palettes.

Adapter l'emballage des matériaux à livrer en fonction des capacités des engins qui seront installés sur le site.

Rapprocher au maximum les aires de stockages des lieux de chargement ou de déchargement des camions et de l'endroit où s'effectue le levage ou la descente des matériaux.

-les déchets des chantiers « bâtiment » (déchets de construction, démolition et réhabilitation).

-les déchets de chantiers « travaux publics »(remblais, déblais, déchets de terres, pierre,...)

-les déchets industriels spéciaux dont les caractéristiques nécessitent des modalités particulières de collecte et de traitement.

#### **e) Les condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.**

Les mesures de prévention visant la protection de la santé des travailleurs sont mise en place. Ces mesures concernant les travailleurs découlent du code du travail et sont de même nature que pour la manipulation de produits neufs : port des équipements de protection individuelle (EPI), étiquetage des emballages de déchets, fiches de données de sécurité, extincteurs, bacs de rétention, etc... Les mesures concernant le public et l'environnement découlent des règles générales d'hygiène fixées par décret en conseil d'État (Code de la Santé publique art. L.1311-1 à 3). En complément ou à défaut, des dispositions particulières destinées à renforcer la protection de la santé publique sont prises par arrêtés préfectoraux (règlement sanitaire départemental) et/ou communaux.

## **Les conditionnements des déchets.**

Pour les déchets dangereux, les emballages doivent satisfaire aux critères définis par : f Le code du travail articles L.231-6 et R.231-51 et : - L'arrêté du 21 février 1990 modifié définissant les critères de classification et les conditions d'étiquetage et d'emballage des préparations dangereuses. - L'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances qui fixe notamment la liste et les conditions d'emballage et d'étiquetage des substances dangereuses. f L'arrêté du 5 décembre 1996 modifié relatif au transport des marchandises dangereuses par route (dit « arrêté ADR ») qui fixe notamment les conditions à respecter pour la construction, les épreuves, l'agrément, le marquage, les contrôles périodiques, les conditions d'utilisation et l'étiquetage des emballages, des récipients, des grands récipients pour vrac (GRV), des conteneurs et des citernes.

Pour les déchets dangereux, les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Il est conseillé de se référer, en fonction de leurs caractéristiques et de leurs quantités, aux arrêtés types relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration. Exemple : rubrique n° 1190 pour l'emploi ou le stockage de substances ou préparations très toxiques ou toxiques ou rubrique n° 1432 pour les liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés) ou n° 1711 et 1720 pour les substances radioactives (dépôt ou stockage).

Le transporteur choisi, doit être soumis soit à autorisation de l'autorité administrative pour le transport de déchets dangereux, soit à déclaration. (Art.L.541- 8)

f Un Bordereau de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) doit être obligatoirement établi pour les DIS. (cf. annexe 4) f

Le centre d'élimination et de traitement indiqué par le transporteur doit être recensé dans un plan régional des déchets industriels spéciaux et respecter le principe de proximité.

#### **f) utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale**

Les protections collectives seront adaptées suivant l'avancement du chantier et de la configuration du site ou de l'ouvrage.

Toutes les entreprises présentes sur le chantier sont concernées par la mise en place de la protection collective.

Il est souhaitable qu'une convention soit établie entre les entreprises désignées sur l'opération pour assurer la continuité de ce dispositif (quel que soit leur durée d'intervention).

Principes généraux de prévention :

Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Les ouvertures laissées dans les planchers et dans les murs exposent les travailleurs à un risque de chute de hauteur, elles doivent être équipées de dispositifs de protection de résistance suffisante.

**Décret n° 2004-924** du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

#### **Art R. 4323-17 à R. 4323.18**

##### **Les équipements de protections collectives destinés à empêcher les chutes de personnes:**

Les garde-corps intégrés ou fixés de manière efficace et rigide et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise de 1 mètre et 1.10 mètre et comportant au moins :

- \* une plinthe de butée de 10 à 15cm en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps;
- \* une main courante;
- \* une lisse intermédiaire à mi-hauteur;

Les équipements de protection collective ne doivent pas être interrompus, par la mise en place d'échelle ou d'escalier et ceci, principalement au point d'accès aux poste de travail.

A défaut de garde-corps et de plinthes, il doit être installé soit des auvents, ou tous autres dispositifs de protections collectives capables d'arrêter une personne.

Les chaînes, câbles, cordages utilisés comme gardes corps doivent toujours être tendus et solidement fixés à chaque montant.

#### **Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme des postes de travail.**

Toutefois ces équipements peuvent être utilisés, lorsque l'évaluation des risques a établi que le risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant par un caractère répétitif.

\* les échelles, escabeaux et marchepieds doivent être conçus en matériaux appropriés compte tenu de leur utilisation, et suivant la norme en vigueur.

\* les échelles portables doivent être appuyées sur des supports stables afin qu'elles restent immobiles.

Elles doivent être fixées dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, afin qu'elles ne puissent glisser ou basculer pendant leur utilisation.

Les échafaudages

Les échafaudages doivent être munis, sur les côtés extérieurs, d'une part de garde de corps constitué par deux lisses, d'autre part de plinthe d'une hauteur minimale.

Des ceintures ou baudriers de sécurité doivent être mis à disposition des travailleurs.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou modifiés que par des personnes compétentes et qui ont reçu une formation adéquate comprenant notamment:

- \* la compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage;
- \* la sécurité lors du montage, du démontage ou la modification de l'échafaudage;
- \* les mesures de prévention des risques de chutes de personnes ou d'objets;
- \* les conditions en matière d'efforts de structure admissibles;

Cette formation doit être renouvelée chaque fois nécessaire;

Avant toute utilisation, l'échafaudage doit subir une vérification de son bon état de conservation. Les échafaudages fixes doivent être construits et installés de manière à supporter les efforts auxquels ils sont soumis et à résister aux contraintes des conditions atmosphériques. Un échafaudage roulant ne doit pas pouvoir se déplacer ou basculer inopinément, prévoir un système approprié (stabilisateur). Durant un déplacement aucun travailleur ne doit demeurer sur l'échafaudage.

### **Mesure protection individuelle**

Dans le cas où la protection collective du personnel ne peut être assurée d'une manière satisfaisante, des appareils, d'équipements ou produits protection approprié (tels que ligne de vie, des baudriers de sécurité, casques, lunettes, bottes, vêtements imperméables, gants, etc..) doivent être mis à disposition des travailleurs.

Les appareils et équipements doivent être personnels; ils doivent être vérifiés avant d'être attribués à un nouveau titulaire.

Tout l'équipement de protection personnelle nécessaire doit être mis à la disposition du personnel employé sur le chantier.

Lorsque la protection d'un travailleur ne peut être assurée qu'au moyen d'une ceinture ou baudrier de sécurité jamais ce travailleur ne doit demeurer seul sur le chantier.

Les travailleurs utilisant un système d'arrêt de chute ne doivent jamais demeurer seuls.

### **Installation électrique du chantier**

L'installation électrique sera confiée au lot électrique (**lot concerné**)

L'intervention électrique ne doit être confiée qu'à des travailleurs qualifiés c'est à dire titulaire d'une habilitation électrique délivrée par l'employeur suite à une formation spécifique.

Respect des normes techniques réglementaire fixées par le **décret n° 88 – 1056** Du 14 novembre 1988.

Isolation des câbles en fonction des risques des locaux (eau, poussière, etc..)

Absence de bricolage sur les lignes (pas d'installation anarchique : prolongateur, douilles volantes, fils volants, raccords)

Identifier les circuits, appareils, conducteurs

Les matériels portatifs à double isolation et alimenté en basse tension de sécurité

Le branchement du chantier se fait de l'installation existante par le biais une armoire de chantier.

Le chantier disposera d'une puissance électrique suffisante pour alimenter les locaux destinés aux personnels et équipements mis en commun.

L'éclairage intérieur du chantier sera assuré soit par des appareils existants jusqu'à leur dépose, soit par la mise en œuvre d'un éclairage provisoire.

L'armoire générale de chantier desservira :

L'alimentation des locaux d'hygiène

L'alimentation des matériels

L'alimentation des zones éloignées par des coffrets chantiers.

Coffret mobile équipée: - de protection différentielle

– arrêt coup poing (arrêt d'urgence)

\_ Degré de protection IP 44

Les prolongateurs de raccordements du type H07 RNF

Les enrouleurs de catégories NFC 61 -720



#### **4-INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER**

##### **Les mesures prises en matière d'interaction sur le site**

Les tâches présentant un risque de co-activité devront systématiquement faire l'objet d'une planification avec les autres lots concernés.

Dans tous les cas des mesures de sécurité spécifiques à l'activité seront mises en place afin de répondre aux principes généraux de prévention

##### **Travaux provisoires**

Les interventions temporaires qui nécessitent l'enlèvement des protections collectives doivent être signalées en commun accord avec les autres lots concernés.

L'entreprise responsable prendra tous les moyens adéquats pour compenser l'absence temporaire de dispositif de sécurité collective.

Il est recommandé de laisser un veilleur ou un dispositif visible à proximité de ces endroits pour avertir du danger.

Les trous, baies libres, les planches à hauteur de la tête, cordes au sol, cordes suspendues à hauteur d'homme liste non exhaustive ...

Dans tous les cas, quel que soit l'origine, les moyens de prévention de la sécurité et de la santé des travailleurs seront impérativement mis en œuvre tout au long de l'intervention.

##### **Travaux en superposition**

Les tâches en superposition sont à éviter, dans le cas contraire l'entreprise prendra les dispositions nécessaires pour éviter le risque engendré par ces travaux.

##### **Manœuvre des véhicules et engins**

La surveillance de ces manœuvres doit être assurée par une personne compétente.

Des précautions spéciales doivent être prises dans le cas d'utilisation d'engins de terrassement, transport, de levage, ou de manutention, afin que les distances minimales de sécurité soient respectées.

Dans tous les cas, avant le début des travaux, l'entrepreneur doit porter à la connaissance du personnel, par une consigne écrite (PPSPS), les mesures de protection à mettre en œuvre lors de l'exécution des travaux.

En cas de non-respect flagrant des règlements de la co-activité, l'entreprise concernée sera rappelée à ses engagements verbalement puis si le désordre persiste par un procès verbal et consigné sur le registre journal.

## **5-Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant**

### **a) Mesures arrêtées pour le nettoyage du chantier**

Les respects des règles d'hygiène est un facteur important de sécurité.

Les installations d'accueil et les sanitaires doivent être maintenus dans un bon état de propreté;

Toutes les mesures doivent être prises pour maintenir les locaux affectés aux repas dans un état convenable d'hygiène et de propreté.

La restitution des locaux au maître d'ouvrage sera faite dans un état de propreté satisfaisant.

Les bennes mises à disposition pour les gravats et décombres satisferont au besoin du chantier et leurs rotations seront le plus régulières que possible.

Un tri sélectif des ordures est à privilégier avec des bennes appropriées.

Le balayage du chantier et alentours doit être assurée quotidiennement (ts **lots concernés**)

## **6-Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière**

### **Organisation des premiers secours**

En absence de personnel soignant et des secours, les soins et les urgences sont assurés par les personnels titulaires, soit de l'attestation de formation aux premiers secours (AFPS), soit du certificat de sauvetage secourisme du travail (SST).

Chaque entreprise, conformément à art. R. 4224 – 15 du Code du Travail, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés sauveteurs secours secouristes du travail (SST).

**Toutefois, il convient de rappeler qu'il appartient à chacun de porter secours à toute personne en danger.**

Contact des secours d'urgences à partir du chantier (affichette OPPBTP obligatoire) :

**Armoire ou trousse à pharmacie**

Par référence à **Art R.4228-5 du Code du Travail** qui précise que « les lieux de travail doivent être équipés d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.. » Une liste type des matériels et des produits nécessaires dans une armoire ou une trousse à pharmacie en annexe.

Les véhicules de service doivent être équipés de trousse à pharmacie

**Disposition en cas de travail isolé**

L'intervention ne devra jamais être effectuée par un travailleur isolé, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible un binôme l'accompagnera.

Utilisation des équipements de travail servant de communication à distance en cas de procédure d'alerte sont recommandés:

Système DATI (dispositif d'alarme de travailleur isolé par perte de verticalité ou immobilité)

**Disposition en cas d'incendie**

Rappel que tout point chaud fera l'objet d'une autorisation.

Dans ce cas l'entreprise s'équipera d'un extincteur à proximité en cas de besoin.

Il appartient à l'entreprise responsable d'un départ du feu de prendre toutes les mesures pour circonscrire le feu par les moyens adaptés (extincteur suivant la classe du feu , sable, toile de laine)

Donner l'alerte

Faire évacuer les lieux

Appeler les secours



## Que faire en cas d'accident

### •PROTEGER

Avant toute chose, il faut veiller à la protection de la ou des victimes, c'est à dire essayer au maximum de supprimer les dangers potentiels : par exemple, s'écarter d'un feu en mettant de la distance par rapport à celui-ci, ou bien procéder à un balisage afin d'éviter un sur accident.

### ▪ALERTER

**Avec votre portable, ou depuis une ligne fixe, 24h / 24h, 7j / 7j composez le :**  
le **112** partout en France et en Europe ou **15 SAMU, 18 sapeurs-pompiers, 17 police, gendarmerie**

#### •Le message d'alerte doit être aussi précis que possible

Il ne faut jamais oublier que le service de secours n'a absolument aucune idée de ce qui se passe près de vous. Les moyens de secours qui seront envoyés dépendent donc de ce que vous allez dire. Pour se faire entendre, il est important de parler clairement et calmement.

**Identifiez-vous.** Donnez votre nom, et le numéro de téléphone d'où vous appelez. Ce dernier permettra aux secours d'authentifier l'appel et de vous rappeler si nécessaire.

**Expliquez où vous êtes et comment accéder au lieu de l'accident.**

Donnez l'adresse précise de l'endroit où vous vous trouvez. Si vous vous trouvez dans un immeuble, précisez comment on peut accéder (n° de la porte, étage, code de l'interphone s'il y en a un à l'entrée...) surtout, n'oubliez pas de préciser la commune, la ville, arrondissement

#### •Donnez la nature de l'accident.

expliquez s'il s'agit d'un accident domestique, de la circulation, un malaise sur la voie publique, une personne malade....., décrivez précisément ce qui s'est passé, Préciser également s'il y a des risques persistants (un risque d'effondrement, d'incendie, d'explosion, de collision, etc..)

#### ▪Précisez le nombre et l'état apparent des victimes.

Indiquez le nombre des victimes, leur sexe et âge approximatif, leur état apparent (inconscient, parle, saigne, bouge, respire..), les gestes effectués et les mesures prises par vous-même ou par d'autres personnes présentes.

**▪Répondre le plus précisément possible à toutes les questions posées par les opérateurs** qui sont des professionnels formés au traitement des alertes.

**▪Ne raccrochez pas le premier.** Attendez les instructions du service de secours.

### ▪SECOURIR

Si vous connaissez les gestes de premier secours, appliquez –les. Si vous ne les connaissez pas, ne touchez pas aux victimes, sauf pour préserver d'un danger plus grave (une personne inconsciente bloquée dans la voiture en feu, ou allongée sur la chaussée)

## 7-Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

### Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant

L'entreprise devra se conformer en tous points aux spécifications se rapportant à la sécurité et santé des travailleurs dans les opérations bâtiment ou génie civil, conformément à **la loi 93/1418 du 31/12/1993** et de ses décrets, arrêtés applications.

Respecter et appliquer les principes généraux de prévention **L.4121-2 Code du Travail**

Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM et OPPBTP), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage, et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage **L.4532-9, R. 4532-57 Code du Travail**

viser le registre – journal de la coordination et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur SPS. **R.4532-38 Code du Travail**

Il est recommandé de mettre en place une convention précisant les modalités d'utilisation en commun des installations, matériels, circulations verticales et horizontales.

Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du **D.I.U.O** avant réception des travaux, voir pénalité en cas de non fourniture de document.

Rendu obligatoire par la **loi 93.1418 du 31/12/93**, tel que défini par **Art. R.235-5 CdT**

Dossier définissant les modalités de maintenance ou de grosse réparation avec les spécificités des dispositifs de sécurités à prévoir.

### Visite d'inspection commune

Toutes les entreprises titulaires ou entreprises sous – traitantes, toutes celles qui même occasionnellement, appelées à exécuter des travaux du même ordre doivent prendre contact avec le coordonnateur SPS pour la visite d'inspection commune des installations.

Elle doit être faite, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier.

Un compte rendu de visite sera établi, faisant apparaître si nécessaire, les éléments à faire figurer dans le plan particulier de sécurité et protection de la santé de l'entreprise (PPSPS).

### PPSPS (plan particulier sécurité et protection de la santé)

L'entreprise dispose de **30 jours** à compter de la date de réception du contrat signé pour établir son PPSPS.

Rappel: l'établissement du **PPSPS** est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS centralise les PPSPS sur le chantier, après avoir vérifié la conformité, et les diffuse.

Le PPSPS doivent contenir les informations suivantes :

Les renseignements généraux (responsables de l'exécution, effectif de maxi et mini, médecin du travail,...)

Les dispositions relatives à la sécurité (mode opératoire ou méthodologie, consignes à observer et à transmettre).

Recensement des risques propres, des risques importés, et risques exportés pour la présente opération.

Il sera annexé à ce document, le plan d'installation de chantier, établi par l'entreprise générale dans son délai contractuel et comportant notamment :

- les accès chantiers, piétons, véhicules particuliers, livraisons, secours,
- les stationnements éventuels
- les aires de stockage
- les échafaudages, grue, monte matériau, ascenseur,
- aires stockages produits à caractères dangereux
- localisation de l'armoire électrique du chantier

